

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 25 FEVRIER 2014

PRESENTS :

MM. Galant Jacqueline, Bourgmestre, Présidente,
Caulier Guy., Horny Daniel., Desmet-Culquin
Brigitte., D'Haese-Leuridan Mireille., Echevins,

Dubois Guy., Mauroy-Moulin-Stalpaert Pascale,
Pottiez Pierre., Hallot Jean-Pierre., Breuse Eddy.,
Senecaut Manuella., Robette-Delputte Francine.,
Decamps Philippe., Delhay Joël., Chanoine
Vincent., Demoustiez Adrien., Dessilly Vincent.,
Decoster Christa., Egels Emmanuel., Petit
Nathalie., Conseillers,

Gillard S., Directeur général ff.

EXCUSEE :

Vanderkel Annick, Conseiller.

Avant d'entamer la séance, la Présidente propose à l'assemblée l'ajout d'un point en urgence, à savoir : la procédure de marché public MP 2013-37-SG-GU relatif à l'acquisition d'un pulvérisateur pour le Service travaux – mode de passation, conditions, CSCh et liste des fournisseurs à consulter – approbation

Le Conseil communal accepte à l'unanimité l'ajout en urgence de ce point à l'ordre du jour de la présente séance.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 21 JANVIER 2014 **– PARTIE PUBLIQUE**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 21 janvier 2014 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 3 FEVRIER 2014 – **INFORMATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 3 février 2014, à savoir 2.283.921,51 €.

**3. FINANCES – PRET ACCORDE SOUS LA GARANTIE DU SERVICE GENERAL
DE GARANTIE DES INFRASTRUCTURES PRIVEES SUBVENTIONNEES
RELATIF A L'EXTENSION DE L'ECOLE D'ERBISOEUL POUR UN MONTANT
DE 1.108.743,70€ - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, la proposition relative au prêt accordé sous la garantie du Service Général de Garantie des Infrastructures Privées Subventionnées relatif à l'extension de l'école communale d'Erbisoeul pour un montant de 1.108.743,70€.

**4. AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI – A.L.E. : REPRESENTANTS DU
CONSEIL COMMUNAL A L'ASSEMBLEE GENERALE – DEMISSION DE
MONSIEUR ADRIEN DEMOUSTIEZ. PROPOSITION DE DESIGNATION DE
MADAME JACQUELINE GALANT**

Monsieur Delhayé fait remarquer que la décision de Monsieur Demoustiez a été actée par les autorités de l'ALE la veille de la présente séance, et s'inquiète auprès de la Présidente de la conformité de la procédure qui est suivie par le Conseil communal en la matière.

La Présidente lui indique que sur base des informations en sa possession, et notamment d'un courrier reçu ce jour même de l'ALE, la procédure suivie apparaît comme parfaitement conforme.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L 1122 – 18 et L 1122 - 30.

Vu le statut de l'association sans but lucratif Agence Locale pour l'Emploi de Jurbise;

Considérant qu'il appartient à la Commune de désigner 7 des 14 associés appelés à composer l'association sans but lucratif précitée;

Considérant que les mandats sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil Communal ; sont considérés comme formant un groupe, les membres du Conseil Communal qui ont été élus sur une même liste ;

Vu la délibération du 18 décembre 2012 du Conseil communal, désignant les représentants du Conseil communal à l'Assemblée générale de l'ALE ;

Attendu que Monsieur Adrien Demoustiez a explicitement fait part de sa volonté de démissionner de son poste de représentant du Conseil communal auprès de l'Assemblée générale de l'ALE ;

Attendu qu'afin de respecter l'obligation de désigner 7 associés parmi les membres du Conseil communal, il convient de désigner un remplaçant à Monsieur Demoustiez qui soit issu du même groupe politique que l'intéressé, à savoir la Liste LB ;

Attendu que, conformément à ces dispositions, il est ce jour proposé de désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre et Présidente du Conseil communal, pour remplacer Monsieur Demoustiez ;

ARRETE, avec 16 voix pour et 4 abstentions :

Article 1er : La démission de Monsieur Adrien Demoustiez de son poste de représentant du Conseil communal auprès de l'Assemblée générale de l'ALE est acceptée.

Article 2 : Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre, Présidente du Conseil communal et membre de la Liste LB, est désignée pour remplacer Monsieur Adrien Demoustiez.

Article 3 : Un exemplaire de la présente délibération sera transmis à l'Agence Locale pour l'Emploi.

5. CULTURE – APPLICATION DE L'ARTICLE 23 DU REGLEMENT DE LOCATION ET MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES : PROPOSITION DE TARIF PREFERENTIEL POUR LA LOCATION DE LA SALLE DE L'ORANGERIE DU 27 AU 30 JUIN 2014 AU BENEFICE DE LA DODGE COMPANY (EXPOSITION DE VEHICULES MILITAIRES)

Madame Senecaut fait une fois de plus remarquer que le Règlement général d'octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, prévoit que certains documents soient sollicités auprès des bénéficiaires d'un subside ou d'une subvention, sous quelque forme que ce soit.

La Présidente lui confirme que ces documents sont bien demandés aux intéressés, mais que ceux-ci ne sont pas obligés de les fournir.

Madame Senecaut fait part de son étonnement à ce propos, jugeant surprenant que les bénéficiaires ne soit pas obligés de fournir ces justifications alors que le Règlement communal susnommé le prévoit. Elle estime que les bénéficiaires qui ne remettent pas les documents demandés, ne devraient pas pouvoir obtenir un tarif préférentiel.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

Attendu que, suite au courrier du 30 décembre 2013 de la DODGE COMPANY, représentée par Monsieur Jean-Louis Claessens, sis rue de la Brisée 316 à 7034 Obourg, il est proposé de mettre la salle de l'Orangerie à sa disposition du 27 au 30 juin 2014, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une manifestation regroupant des véhicules militaires anciens ;

Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 125 € ;

Considérant que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation concernée, le matériel et les véhicules exposés ainsi que les manifestations organisées durant le séjour l'étant aussi en faveur du grand public ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 13/01/2014 ;

Décide : par 16 voix pour et 4 abstentions

Article 1^{er} : De mettre à disposition de la DODGE COMPANY la salle de l'Orangerie, du 27 au 30 juin 2014, et ce sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant forfaitaire de 125 €. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens.

Article 2 : Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

6. JURIDIQUE – MP 2014-01-SG-EB RELATIF A LA FOURNITURE DE GASOIL DE CHAUFFAGE POUR LES BATIMENTS COMMUNAUX, DU CPAS ET DES CULTES, ET DU GASOIL ROUTIER POUR LES VEHICULES DE L'ADMINISTRATION – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24, et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des fournitures pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-01-SG-EB relatif au marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 176.703,00 € hors TVA ou 213.810,63 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom de CPAS de Jurbise jusqu'à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits à l'exercice ordinaire du budget 2014, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503,

72201/12503,72202/12503, 72203/12503,767/12503,762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703 ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-01-SG-EB et le montant estimé du marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 176.703,00 € hors TVA ou 213.810,63 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.
- Article 3. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de CPAS de Jurbise, jusqu'à l'attribution du marché.
- Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.
- Article 5. - Copie de cette décision est transmise au CPAS de Jurbise.
- Article 6. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- Article 7. - De financer cette dépense par les crédits inscrits à l'exercice ordinaire du budget 2014, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503, 72201/12503,72202/12503, 72203/12503,767/12503,762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703.
- Article 8. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. JURIDIQUE – MP 2014-02-SG-GU RELATIF A L'ACHAT D'ELEMENTS DE SIGNALISATION ROUTIERE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2014-02-SG-GU pour le marché "Achat d'éléments de signalisation routière" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 11.157,02 € hors TVA ou 13.500 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2014, articles 423/74152:20140019.2014 et 423/14002 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2014-02-SG-GU et le montant estimé du marché "Achat d'éléments de signalisation routière", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 11.157,02 € hors TVA ou 13.500 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2014, articles 423/74152:20140019.2014 et 423/14002.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. JURIDIQUE – MP 2014- 03-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE DE MATERIAUX (BETON, SABLE, STABILISE, ...) POUR LA MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DES VOIRIES ET EGOUTTAGES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-03-SG-GU relatif au marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.958, 67 € hors TVA ou 6.000 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-03-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages", établis par le Service

Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.958, 67 € hors TVA ou 6.000 €, 2% TVA comprise.

- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**9. JURIDIQUE – MP 2014-04-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE
D'ACCESSOIRES DE VOIRIE ET D'EGOUTTAGES EN PVC – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-04-SG-GU relatif au marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC " établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-04-SG-GU et le montant estimé du marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**10. JURIDIQUE – MP 2014-05-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE
D'ACCESSOIRES DE VOIRIE ET D'EGOUTTAGES EN BETON – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION**

Monsieur Delhaye interroge le Collège communal sur l'opportunité éventuelle de réaliser une seule procédure pour les différents marchés publics portant sur la fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage.

L'Echevin des Travaux lui répond qu'aucun fournisseur ne serait à même de rencontrer une telle demande, à moins de passer par des fournisseurs généralistes dont les prix seraient plus élevés que des fournisseurs spécialisés.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-05-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-05-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**11. JURIDIQUE – MP 2014-06-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE
D'ACCESSOIRES DE VOIRIE ET D'EGOUTTAGES EN FONTE – MODE DE
PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-06-SG-GU relatif au marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-06-SG-GU et le montant estimé du marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des

marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/73560.20140012.2014

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

12. JURIDIQUE – MP 2014-07-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'UN VEHICULE DESTINE AU SERVICE « TAXI-SENIORS » - MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le véhicule qui assure actuellement les missions du Service Taxi-seniors a fait l'objet, en ce début d'année 2014, de diverses réparations qui témoignent d'une vétusté grandissante dudit véhicule ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-07-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'un véhicule destiné au Service "Taxi-seniors"" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-07-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un véhicule destiné au Service "Taxi-seniors"", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De financer cette dépense par un crédit qui sera inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2014.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

13. SECRETARIAT – TRAVERSEE DE JURBISE, ROUTE D'ATH : ADAPTATION DE LA SIGNALISATION (LIMITATION DE VITESSE) AUX ABORDS DE L'ECOLE SAINT-LOUIS – PROJET D'ARRETE MINISTERIEL – APPROBATION

Madame Senecaut estime, tout en reconnaissant évidemment le bien fondé de la zone 30 devant l'Ecole Saint-Louis, que le projet ici soumis constitue une « fausse bonne idée » : en effet, comment s'assurer du respect d'une vitesse modérée et adaptée lorsque des activités ou festivités sont organisées par l'école en-dehors des horaires scolaires habituels ? Madame Senecaut et Monsieur Delhay s'interrogent par ailleurs sur les modalités de réglage du panneau : qui actionnera le signal lumineux, et qui faudra-t-il solliciter pour faire fonctionner ce panneau lumineux en-dehors des périodes scolaires habituelles ? Madame Senecaut, tout en reconnaissant l'intérêt d'un panneau lumineux, n'est pas contre pas convaincue de l'opportunité d'un système reposant sur des heures variables (panneau allumé de 7h30 à 18h30 durant les périodes d'activité scolaire officielles).

La Présidente leur répond que c'est le Service Public de Wallonie (SPW) qui est à la base de ce projet (toute la Région Wallonne étant concernée par des projets similaires) et est également le seul organisme qui sera habilité à intervenir sur ce panneau : c'est donc le SPW qui sera responsable du réglage de celui-ci. La Présidente rappelle également qu'un surveillant habilité communal est présent

tous les jours afin d'assurer la traversée sécurisée des enfants et de leurs parents devant une école qui ne dépend pas de la Commune, et qu'un Gardien de la Paix communal est également régulièrement mis à disposition pour encadrer les manifestations de cette école.

Madame Senecaut proposerait de prévoir plutôt la zone 30 tout au long de l'année scolaire, et pas sur un rythme horaire.

Madame Robette estime quant à elle qu'il serait utile de sensibiliser davantage les adultes qui adoptent parfois un comportement dangereux au moment de traverser. Elle en veut pour exemple le comportement de certaines personnes traversant devant l'Académie de Police.

Madame Senecaut signale toutefois que cette remarque est sans doute valable pour l'Académie de Police, mais pas pour une école, car les enfants ne peuvent être jugées responsables de leur comportement.

La Présidente rappelle que divers aménagements ont été réalisés tant par le SPW que par la Commune afin de sécuriser les abords de cet établissement, mais propose aux représentants du groupe PS d'insérer, dans la délibération qui sera prise sur ce point, de solliciter du SPW :

- la possibilité d'allumer ce panneau en cas de manifestation organisée par l'école en-dehors de la plage horaire scolaire fixée (7h30 – 18h30)*
- la procédure à suivre afin de solliciter, dans de pareilles circonstances, l'allumage du panneau.*

Madame Senecaut et Monsieur Delhaye approuve cette proposition. Monsieur Delhaye demande encore si d'autres écoles seront concernées sur l'entité, comme le Lycée Maistriau.

La Présidente lui répond que cette décision relève du pouvoir d'appréciation du SPW, et que l'école d'Herchies pourrait, le cas échéant, être également concernée.

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 08 août 1980, modifiée par les lois du 08 août 1988, du 05 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, §1, X ;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives ;

Vu l'arrêté royal du 01 décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement notamment l'article 13, 9° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011, article 9, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs ;

LE CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE ARRETE : PAR 19 VOIX POUR ET 1 ABSTENTION SOUS RESERVE QUE LE SERVICE PUBLIC DE WALLONIE, DIRECTION DES ROUTES DE MONS, FASSE CONNAITRE A LA COMMUNE DE JURBISE LES MODALITES RELATIVES AUX DEUX POINTS DECRITS A L'ARTICLE 1BIS REPRIS CI-DESSOUS :

Article 1er. - Sur le territoire de la commune de JURBISE (section ERBISOEUL), le long du tronçon de la route régionale n°N56, dénommée « ROUTE D'ATH », la circulation routière est réglementée comme suit :

1. Une « zone 30 – abords d'école », signalée au moyen de panneaux à messages variables (PMV), est établie sur le territoire de la commune de JURBISE de part et d'autre de l'école fondamentale libre entre les PK

- a) 3.761 et 3.991, côté droit
- b) 3.993 et 3.761, côté gauche.

Cette « zone 30 – abords d'école » est d'application lorsque les PMV installés à ses extrémités sont allumés, c'est-à-dire à l'intérieur de la plage horaire fixe débutant à 7h30' et se terminant à 18h30' et cela uniquement les jours scolaires fixés officiellement par la Communauté française de Belgique dans son calendrier s'appliquant à l'enseignement fondamental et secondaire (ordinaire et spécialisé de plein exercice et en alternance).

2. La vitesse des véhicules est fixée à :

50 km/h entre les PK : 3.695 et 3.761, côté droit
4.064 et 3.992, côté gauche

70 km/h entre les PK : 3.530 et 3.695, côté droit
4.258 et 4.064, côté gauche.

Article 1Bis. L'avis du Service Public de Wallonie, Direction des Routes de Mons, sera sollicité sur :

- La possibilité d'allumer les panneaux à messages variables en cas de manifestation organisée par l'école Saint-Louis en dehors de la plage horaire scolaire fixée de 7h30 à 18h30.
- La procédure à suivre afin de solliciter, dans de pareilles circonstances, l'allumage des panneaux.

Article 2. - L'arrêté ministériel du 28 février 2007, portant sur l'aménagement d'une « zone 30 – abords d'école » est abrogé.

Article 3. - Les dispositions reprises à l'article 1^{er} sont portées à la connaissance des

usagers au moyen de la signalisation prévue à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 4. - Les charges résultant du placement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent au Service Public de Wallonie. Tous les signaux contraires aux dispositions du présent règlement doivent être immédiatement enlevés.

Article 5. - Copie du présent arrêté est transmise aux Greffes des Tribunaux de Première Instance de MONS.

14. TRAVAUX – AMENAGEMENT D'UNE RAMPE D'ACCES A L'ENTREE PRINCIPALE DE LA SALLE DES FETES DE VACRESSE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-RP-06 relatif au marché "Aménagement d'une rampe d'accès à l'entrée principale de la salle des fêtes de Vacresse" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.198,00 € hors TVA ou 3.869,58 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 762/723-60 (n° de projet 20120032) et sera financé par emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-RP-06 et le montant estimé du marché "Aménagement d'une rampe d'accès à l'entrée principale de la salle des fêtes de Vacresse", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 3.198,00 € hors TVA ou 3.869,58 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 762/723-60 (n° de projet 20120032).
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

**15. TRAVAUX – REFECTION DE LA COUR DE L'ECOLE PRIMAIRE
D'HERCHIES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que le Service Travaux a établi une description technique N° 2014-RP-05 pour le marché “Réfection de la cour de l'école primaire d'Herchies” ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 7.875,00 € hors TVA ou 9.528,75 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 722/723-60 (n° de projet 20140047) et sera financé par emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2014-RP-05 et le montant estimé du marché “Réfection de la cour de l'école primaire d'Herchies”, établis par le Service Travaux. Le montant estimé s'élève à 7.875,00 € hors TVA ou 9.528,75 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 722/723-60 (n° de projet 20140047).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**16. JURIDIQUE – MP 2013-37-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'UN
PULVERISATEUR POUR LE SERVICE TRAVAUX – MODE DE PASSATION,
CONDITIONS, CSCH ET LISTE DES FOURNISSEURS A CONSULTER –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 8.500,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 110 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Attendu que des problèmes récurrents sont rencontrés avec l'appareil de pulvérisation de l'Administration ;

Attendu que l'appareil en question ne semble plus en mesure d'être utilisé durant une année complète de pulvérisation ;

Considérant également que les conditions climatiques connues au cours de cet hiver et actuellement rencontrées, laissent présager d'un démarrage plus précoce de la période de pulvérisation ;

Considérant par conséquent qu'il s'avère urgent de procéder à l'acquisition d'un nouvel appareil de pulvérisation, permettant d'assurer la bonne réalisation de cette mission en 2014 et ce, dès les prochaines semaines ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2013-37-SG-GU pour le marché "Acquisition d'un pulvérisateur pour le Service Travaux" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.000,00 € hors TVA ou 3.630,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que la date du 14 mars 2014 à 15h00 est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/744-51 (n° de projet 20140017) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2013-37-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un pulvérisateur pour le Service Travaux", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 3.000,00 € hors TVA ou 3.630,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

- Article 3. - De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :
- MECAGRI Callemeyn SPRL, rue du Grand Caillou 40 à 7050 Erbaut
- SPRL Vidts & Fils, rue de Chièvres 6 à 7050 Herchies
- GILQUIN M., rue des Déportés 30 à 7050 Masnuy-Saint-Jean.
- Article 4. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 14 mars 2014 à 15h00.
- Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/744-51 (n° de projet 20140017).
- Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

17. QUESTIONS ORALES

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente prononce le huis clos.

HUIS CLOS

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur général ff,
GILLARD Stéphane

La Bourgmestre,
GALANT Jacqueline